

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE  
DES HAUTS-DE-SEINE**

**CAHIER DES CLAUSES  
TECHNIQUES PARTICULIERES**

**OBJET DE LA CONSULTATION : ADHESION A UN SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL  
POUR LA SURVEILLANCE MEDICALE DU PERSONNEL DE LA CAISSE PRIMAIRE  
D'ASSURANCE MALADIE DES HAUTS DE SEINE.**

**FORME DE LA CONSULTATION : PROCEDURE ADAPTEE**

**N° 2025.04**

**POUVOIR ADJUDICATEUR : C.P.A.M. DES HAUTS-DE-SEINE**

**92026 NANTERRE CEDEX**

Agissant pour son compte et représenté par son Directeur Général.

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 - PRESENTATION DE LA CPAM DES HAUTS-DE-SEINE .....	3
2.1 Les missions de la CPAM.....	3
2.2 Lieux d’implantation de la CPAM et horaires de travail des agents .....	3
ARTICLE 3- INFORMATIONS RELATIVES AUX SALAIRES DE LA CPAM 92 .....	4
3.1. Personnel concerné .....	4
3.2. Typologie des salariés .....	5
ARTICLE 4 – LES PRESTATIONS ATTENDUES .....	6
4.1 Le suivi médical des salariés de la CPAM des Hauts-de-Seine.....	6
4.2. Actions sur le milieu de travail et les missions générales de prévention .....	10
ARTICLE 5 – MISE A DISPOSITION DES LOCAUX, logiciel et personnel de la CPAM.....	13
ARTICLE 6 – MOYENS AFFECTES PAR LE TITULAIRE .....	13
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS .....	14
7.1. Obligations de la CPAM des Hauts-de-Seine .....	14
7.2. Obligations du titulaire .....	14
Annexe 1 CCTP : Sites de la CPAM 92 au 01.11.2025 .....	15
Annexe 2 CCTP : Répartition par libellé emploi des agents de MB15 et des centres de proximité .....	16

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet de cette consultation vise la sélection d'un service de santé au travail interentreprises.

Cette prestation a pour but de permettre à la CPAM des Hauts-de-Seine de remplir ses obligations légales et conventionnelles en matière de prévention et de protection de la santé de ses salariés :

- Articles R.4621-1 à R.4626-35 du code du travail
- Convention collective nationale du travail du 8 février 1957 du personnel des organismes de Sécurité sociale,
- Convention collective nationale du travail du 25 juin 1968 des agents de Direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales.

En effet, la CPAM des Hauts-de-Seine a décidé pour satisfaire à ses obligations d'adhérer à un service interentreprises de santé au travail ainsi que le lui permet le législateur (articles D.4622-1 et D. 4622-2 du code du travail).

Cette prestation sera exécutée selon les modalités du Cahier des Clauses Administratives Particulières et du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## ARTICLE 2 - PRESENTATION DE LA CPAM DES HAUTS-DE-SEINE

### 2.1 LES MISSIONS DE LA CPAM

La CPAM des Hauts-de-Seine créée le 8 août 1980 est un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public. Les dispositions du code du travail lui sont applicables. Elle a pour vocation de gérer les risques liés à la maladie, la maternité, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2025, la CPAM 92 a intégré le service médical (anciennement Echelon Local du Service Médical du 92 au sein duquel la santé au travail était déjà suivie par ACMS) dans le cadre du projet de Transformation de l'Assurance Maladie, et créé une nouvelle direction, la Direction Médicale. Cette direction est composée d'environ 140 agents dont du personnel administratif (cadres et employés) ainsi que de 25 praticiens conseils (médecins-conseils, pharmaciens-conseils et chirurgiens-dentistes conseils).

### 2.2 LIEUX D'IMPLANTATION DE LA CPAM ET HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS

#### 2.2.1 LIEUX D'IMPLANTATION

- Deux immeubles situés à Nanterre :
  - Le siège social situé au 26 boulevard Pesaro 92026 Nanterre cedex, composé de 911 salariés,
  - Le centre d'examens de santé situé au 130 rue du 8 mai 1945 92000 Nanterre, composé de 10 salariés (1 manager de proximité, 2 techniciens administratifs, 4 médecins généralistes, 1 dentiste, 2 infirmières),
- Un immeuble situé au 1 rue d'Arcueil 92120 Montrouge composé de 296 agents, qui accueille une plate-forme téléphonique avec 114 téléconseillers et 15 cadres/superviseurs, des pôles de

production (traitement des Frais de Santé, Soins de ville/PE/GDB) avec 129 agents dont 8 managers, des services du contrôle médical avec 38 agents dont 3 responsables et 5 médecins conseils

- Un immeuble situé au 33-35 rue Cartault 92 800 Puteaux composé de 60 salariés (dont 5 managers), qui accueille le pôle de pré-traitement de l'information,
- Un immeuble situé au 47 boulevard Gallieni 92390 Villeneuve-la-Garenne composé de 4 agents qui accueille l'entrepôt de stockage des archives,
- En outre, la CPAM est dotée d'un réseau d'accueil physique réparti sur 10 agences sur l'ensemble du département. Les 69 agents affectés sur ces sites sont essentiellement chargés de l'accueil. La liste des lieux d'implantation de la CPAM est jointe en annexe 1. Elle est susceptible d'être modifiée en cours d'exécution du marché, un avenant sera alors établi afin de formaliser le retrait ou l'ajout de sites.

## 2.2.2 HORAIRES DE TRAVAIL

Dans le cadre du règlement relatif aux horaires individualisés du 31/01/2020, les salariés bénéficient des horaires variables. Ils sont susceptibles de travailler selon une amplitude journalière comprise entre 7H30 et 18H30 et de prendre un temps de pause minimum obligatoire de 45 minutes pour le déjeuner en respectant le plafonnement du temps de travail d'une seule et même journée à 10 heures.

Par ailleurs, les salariés doivent respecter les plages fixes et ainsi être présents au travail :

- De 9H30 à 11H30,
- De 14H00 à 16H00.

## 2.2.3 INSTANCES REPRESENTATIVES DU PERSONNEL

La CPAM dispose d'un Comité Social et Economique (CSE), d'une Commission Santé Sécurité Conditions de Travail ainsi que d'une Commission de Traitement des Réclamations.

# ARTICLE 3- INFORMATIONS RELATIVES AUX SALAIRES DE LA CPAM 92

## 3.1. PERSONNEL CONCERNE

Les personnes concernées par le présent marché sont l'ensemble des agents de la CPAM des Hauts-de-Seine en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD). Au 1<sup>er</sup> novembre 2025, elle employait 1 362 agents en CDI.

La masse salariale au 31 décembre 2024 est de 44 634 724 €. L'estimation de la masse salariale des agents provenant de l'ex ELSM est de 6 050 000€.

La plupart des agents exerce des activités administratives telles que les techniciens en prestations, les téléconseillers ou les conseillers services Assurance Maladie à l'accueil.

Parmi les cadres, on observe des cadres techniques tels que les animateurs de prévention, enquêteurs, inspecteurs du contentieux, les managers, le personnel médical du CES ou encore, depuis l'intégration du Service Médical, les praticiens Conseils.

Par ailleurs, la CPAM compte 753 télétravailleurs (577 en télétravail régulier et 176 en télétravail au forfait).

### 3.2. TYPOLOGIE DES SALARIES

Au 1er novembre 2025, la CPAM comprend un effectif total de 1 435 salariés répartis comme suit :

Agents de direction	Informaticiens	Professionnels de santé	Cadres	Employés	Apprentis Contrat Pro	Total
11	31	15	363	1009	6	1435

Parmi ces 1435 salariés, 89 sont embauchés en CDD.

Au 31 décembre 2024, on comptabilisait 1373 agents inscrits à l'effectifs dont 62 agents absents dans le cadre d'une invalidité 2<sup>ème</sup> catégorie et 102 salariés en CDD.

- **Répartition Femmes/Hommes (données à novembre 2025)**

L'effectif de la CPAM est essentiellement féminin puisque le personnel comprend environ 80% de femmes et 20% d'hommes.

- **Répartition par âge :**

Age	% de l'effectif total
<25 ans	5,16%
Entre 25 et 44 ans	45,09%
Entre 45 et 54 ans	28,08%
>54 ans	21,67%

- **Embauches et départs en cours d'année :**

A titre d'information, la répartition des embauches en 2023 et 2024 est la suivante :

	2024	2023
CDI	202	62
CDD	293	252
TOTAL	495	314

Dans le même temps, tous motifs confondus, la CPAM compte 480 départs en 2024 (retraites, démissions, fin CDD...) et 470 en 2023.

- **Nombre de salariés soumis à Suivi Individuel Adapté** (dont port de charges lourdes, risque routier, femmes enceintes, travailleurs handicapés) : 116 au 31/12/2024.
- **Examens cliniques (au 31/12/2024)**

En 2024, 167 examens cliniques périodiques ont été réalisés par le médecin du travail, contre 138 en 2023.

A ce chiffre, il convient d'ajouter la réalisation en 2024 de 313 examens médicaux non périodiques contre 331 en 2023.

**Nombre de salariés soumis à Suivi Individuel Renforcé** (au 31/12/2024) : 25 agents dont 5 relevant du risque agents biologiques 3 et 4.

Au 1er novembre 2025, ce chiffre est de 31 agents (*Rayon ionisant cat B = 1 ; Risque bio groupe 3 et 4 = 9 ; Habilitation électrique = 19 ; CACES = 2*).

## ARTICLE 4 – LES PRESTATIONS ATTENDUES

### 4.1 LE SUIVI MEDICAL DES SALARIES DE LA CPAM DES HAUTS DE SEINE

#### 4.1.1. LES VISITES D'INFORMATION ET DE PREVENTION

Le médecin du travail exercera la surveillance médicale des salariés en procédant aux divers examens médicaux prévus par le code du travail :

- **Visites d'information et de prévention initiales** (L.4624-1 et R.4624-10 du code du travail et décret n°2016-1908 du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail). Tout travailleur bénéficie d'une VIP initiale, réalisée par un médecin du travail ou un professionnel de santé sous délégation du médecin du travail dans un délai qui n'excède pas trois mois à compter de la prise effective du poste de travail.
- **Visites d'information et de prévention périodiques.** Le travailleur bénéficie d'un renouvellement de la VIP initiale, réalisée par un professionnel de santé, selon une périodicité qui ne peut excéder cinq ans. Ce délai prend en compte les conditions de travail, l'âge et l'état de santé du salarié, ainsi que les risques auxquels il est exposé.
- **Visites occasionnelles** Indépendamment des visites d'information et de prévention, le travailleur bénéficie, à sa demande ou à celle de l'employeur, d'un examen par le médecin du travail. Le médecin du travail peut également organiser une visite médicale.

Les visites médicales sont prioritairement effectuées en présentiel.

Les visites peuvent être organisées en téléconsultation si la situation sanitaire l'exige, en cas de pandémie par exemple.

#### 4.1.2. LE SUIVI INDIVIDUEL ADAPTE DES AGENTS DE LA CPAM

A l'issue de la VIP, le médecin du travail aura en charge la définition de modalités de suivi adaptées de tout travailleur dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques professionnels auxquels il est exposé le nécessitent, notamment les salariés bénéficiaires de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, les salariés titulaires d'une pension d'invalidité. La périodicité de ces visites ne doit pas excéder une durée de trois ans

Par ailleurs, toute femme enceinte, venant d'accoucher ou allaitante est, à l'issue de la visite d'information et de prévention, ou, à tout moment si elle le souhaite, orientée sans délai vers le médecin du travail. Cette nouvelle visite, effectuée par le médecin du travail, a notamment pour objet de proposer, si elles sont nécessaires, des adaptations du poste ou l'affectation à un autre poste.

Le médecin du travail aura en charge la réalisation des visites suivantes :

- Visite de reprise du travail (articles R 4624-31 et suivants du code du travail)

Cet examen, qui doit être réalisé dans les 8 jours suivant la reprise effective du travail après congé maternité, maladie professionnelle ou arrêts maladie de plus de 60 jours, a pour objet :

- de vérifier si le poste de travail que doit reprendre le travailleur ou le poste de reclassement auquel il doit être affecté est compatible avec son état de santé,
- d'examiner les propositions d'aménagement ou d'adaptation du poste repris par le travailleur ou de reclassement faites par l'employeur à la suite des préconisations émises le cas échéant par le médecin du travail lors de la visite de pré reprise,
- de préconiser l'aménagement, l'adaptation du poste ou le reclassement du travailleur,
- d'émettre, le cas échéant, un avis d'inaptitude.

Le médecin du travail sera informé de tout arrêt de travail d'une durée inférieure à 30 jours pour cause d'accident du travail afin de pouvoir apprécier notamment l'opportunité d'un nouvel examen médical et, avec l'équipe pluridisciplinaire, de préconiser des mesures de prévention des risques professionnels.

- Visite de pré reprise du travail (articles R 4624-29 et suivants du code du travail)

En vue de favoriser le maintien dans l'emploi des travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de 30 jours, une visite de pré reprise est organisée par le médecin du travail à l'initiative du médecin traitant, du médecin conseil des organismes de sécurité sociale ou du travailleur.

Au cours de l'examen de pré reprise, le médecin du travail pourra recommander :

- des aménagements et adaptations du poste de travail,
- des préconisations de reclassement,
- des formations professionnelles à organiser en vue de faciliter le reclassement du travailleur ou sa réorientation professionnelle.

Il informera, sauf si le travailleur s'y oppose, l'employeur et le médecin conseil de ces recommandations afin que toutes les mesures soient mises en œuvre en vue de favoriser le maintien dans l'emploi du travailleur.

Cette visite ne dispense pas de la visite de reprise de travail.

- Rendez-vous de Liaison (articles L1226-1-3 et suivants du code du travail)

Le SPST peut être associé à l'organisation d'un rendez-vous de liaison conformément aux dispositions de l'article L 1226-1-3 du code du travail en vue d'actions de prévention de la désinsertion professionnelle.

- Spécificités liées aux modalités du suivi médical de certains salariés :

Pour les téléconseillers, le suivi médical comportera une surveillance des capacités auditives (audiogramme) dans le respect des normes en vigueur.

Conformément aux articles R.4624-35 et suivants du code du travail, le médecin du travail peut prescrire des examens complémentaires nécessaires, ces derniers étant à la charge du service de santé au travail interentreprises.

#### 4.1.3. LE SUIVI INDIVIDUEL RENFORCE

L'article R.4624-23 du code du travail donne la liste des risques professionnels nécessitant un suivi médical renforcé. Conformément à l'article D.4622-22 du code du travail, la CPAM des Hauts-de-Seine précisera les risques auxquels sont exposés ses agents et par conséquent le type de surveillance dont ils doivent bénéficier.

Les postes présentant des risques particuliers mentionnés au premier alinéa de l'article L.4624-2 du code du travail sont ceux exposant les travailleurs :

- A l'amiante,
  - Au plomb dans les conditions prévues à l'article R.4412-160,
  - Aux agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction mentionnés à l'article R.4412-60,
  - Aux agents biologiques des groupes 3 et 4 mentionnés à l'article R. 4421-3,
  - Aux rayonnements ionisants,
  - Au risque hyperbare,
  - Au risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages.
- Examen médical d'aptitude à l'embauche

Préalablement à l'affectation sur le poste, le médecin du travail effectuera un suivi individuel renforcé comprenant un examen médical d'aptitude d'embauche. Cet examen a notamment pour objet :

- de s'assurer que le travailleur est médicalement apte au poste de travail auquel l'employeur envisage de l'affecter, notamment en vérifiant la compatibilité du poste avec l'état de santé du travailleur qui y est affecté, afin de prévenir tout risque grave d'atteinte à sa santé ou à sa sécurité ou à celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail,
- de rechercher si le travailleur n'est pas atteint d'une affection comportant un danger pour les autres travailleurs,
- de proposer éventuellement des adaptations du poste ou l'affectation à un autre poste,
- de délivrer l'avis médical du salarié à prendre son poste,
- d'informer le travailleur sur les risques des expositions au poste de travail et le suivi médical nécessaire,
- de sensibiliser le travailleur sur les moyens de prévention à mettre en œuvre.

Cet examen ainsi que son renouvellement donnent lieu à la délivrance par le médecin du travail d'un avis d'aptitude ou d'inaptitude au poste.

- Examen médical d'aptitude périodique

Cet examen est effectué par le médecin du travail selon une périodicité qu'il détermine, et au minimum tous les quatre ans.

La tenue des documents médicaux tels que prévus par la réglementation, soit la délivrance par le médecin du travail d'un avis d'aptitude ou d'inaptitude rendu conformément aux dispositions de l'article L.4624-4 du code du travail est organisée par le médecin du travail.



#### 4.1.4 L'ORGANISATION DES VISITES

- Communication de la liste des effectifs

La Direction des Ressources Humaines de la CPAM des Hauts-de-Seine communiquera au titulaire du marché la liste alphabétique de l'ensemble de son personnel bénéficiaire du présent marché en mentionnant le poste occupé, le type de suivi ainsi que la date de la dernière visite médicale.

La DRH fera également connaître dans les meilleurs délais :

- les embauches en précisant la nature du contrat,
- les reprises de travail après une cause définie à l'article R.4624-31 du code du travail,
- les départs des salariés de l'organisme.

- Etablissement d'un calendrier et planification des visites

Le calendrier des visites médicales sera établi par le titulaire du marché.

Le titulaire du marché planifiera les visites médicales dans les délais prévus par la réglementation.

Le planning mensuel des visites initiales et périodiques, établi par le titulaire du marché, sera adressé par ce dernier à la DRH de la CPAM des Hauts-de-Seine un mois à l'avance.

Les visites médicales à l'initiative du salarié ou de l'employeur seront planifiées dans un délai de dix jours à compter de la demande.

Si nécessaire, des modifications de planning pourront être transmises à la DRH au plus tard quinze jours avant le jour de la visite médicale.

L'annulation des rendez-vous par le titulaire du marché doit être exceptionnelle et motivée. Les visites concernées doivent être reprogrammées dans un délai de huit jours après le rendez-vous annulé.

En cas de retard constaté sur la planification des visites périodiques, le titulaire du marché proposera un planning de résorption du solde.

- Etablissement des convocations

Les convocations seront établies par le titulaire du marché et transmises à la CPAM.

Elles seront adressées aux salariés par le service santé au travail de la CPAM.

- Remise des attestations de suivi et des avis d'aptitude

Une attestation de suivi est remise au salarié à l'issue de la visite médicale.

Lorsque le Médecin du travail émet des préconisations, l'attestation de suivi est remise au salarié en double exemplaire afin qu'il en communique un exemplaire à son manager. Cette transmission est effectuée afin de garantir la mise en œuvre immédiate des préconisations.

Elle mentionne la date à laquelle la visite a été réalisée et avant quelle date le travailleur bénéficiera de sa prochaine visite d'information et de prévention réalisée par le professionnel de santé (dans un délai maximal de 5 ans). Elle est intégrée au dossier médical en santé au travail du travailleur.

Elle est également envoyée à l'interlocuteur désigné du service Santé au travail de la CPAM.

Pour les visites à l'initiative du salarié l'attestation de suivi est adressée au service Santé au travail après accord du salarié.

Concernant le suivi individuel renforcé, un avis d'aptitude sera rédigé par le médecin du travail.

## 4.2. ACTIONS SUR LE MILIEU DE TRAVAIL ET LES MISSIONS GENERALES DE PREVENTION

Le médecin du travail consacre à cette action en milieu professionnel au moins un tiers de son temps de travail. En effet, par son expérience et ses connaissances techniques, le médecin du travail est le mieux placé pour apporter une contribution importante en matière de prévention, de sécurité et de santé sur le lieu du travail.

Ce temps comporte au moins cinquante demi-journées de travail effectif chaque année pour un médecin à plein temps. Pour un médecin à temps partiel, cette obligation est calculée proportionnellement à son temps de travail (article R.4624-4 du code du travail).

### 4.2.1. LES VISITES SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Le médecin du travail est amené à effectuer des visites au sein de l'entreprise dont il a la charge. Ces visites peuvent intervenir à son initiative, à la demande de l'employeur ou du CSE.

Ces visites portent notamment sur :

- L'appréciation des conditions de travail,
- Les études de postes de travail,
- Les consultations sur les projets de construction ou déménagements importants des locaux de travail ainsi que sur des modifications apportées aux équipements notamment liées aux nouvelles technologies.

En cas de dysfonctionnement, il est habilité à procéder aux signalements appropriés sous forme de rapports écrits transmis à la DRH.

### 4.2.2. VACCINATIONS ET ETUDES EPIDEMIOLOGIQUES

Dans le but de prévenir tout risque de contagion, le médecin du travail intervient dans l'obligation de vaccination à laquelle pourront être soumis certains agents exposés à des risques de contamination en raison des fonctions qu'ils exercent.

Dans le cadre de la campagne de vaccination anti-grippale organisée chaque année par la CPAM, le médecin du travail vaccine les agents qui souhaitent bénéficier de cette démarche de prévention.

Cette campagne est organisée en collaboration avec le service Santé au travail de la CPAM.

Par ailleurs, le médecin du travail propose des études épidémiologiques et participe à leur élaboration.

### 4.2.3. CONSEIL DANS LA MISE EN ŒUVRE DE PROCEDURES

Le médecin du travail conseille la direction, les agents et leurs représentants en ce qui concerne :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services,
- l'hygiène générale des locaux de service,
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine,
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents ou de maladies professionnelles,
- l'information sanitaire.

Le médecin du travail sera également amené à délivrer des conseils en matière d'organisation des secours et des services d'urgence.

---

#### 4.2.4. ERGONOMIE, ETUDES DE POSTE, AUTRES ETUDES ET DIAGNOSTICS

Lorsque le Médecin du travail demandera qu'une étude de poste soit réalisée par un ergonome, l'étude sera effectuée dans un délai de trois semaines après la visite médicale.

Lorsque l'employeur sollicitera le Médecin du travail pour des études ergonomiques de postes de travail d'un service ou des diagnostics (relevés sonométriques sur la plateforme téléphonique par exemple), l'intervention sera effectuée dans un délai d'un mois.

Le rapport de l'intervention sera transmis dans un délai d'un mois.

---

#### 4.2.5. LE DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES

Le médecin du travail participe à la rédaction et à la mise à jour du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels.

---

#### 4.2.6. LES ACTIONS DE SENSIBILISATION

Le médecin du travail conseille et participe, à son niveau, aux actions de prévention, de sensibilisation et d'information sur des sujets d'hygiène et de sécurité.

Des réunions de sensibilisation animées par le médecin du travail et/ou l'équipe pluridisciplinaire seront réalisées auprès des salariés.

Les thèmes seront définis en concertation avec la DRH de la CPAM et pourront porter, par exemple, sur les addictions ou les gestes et postures au poste de travail.

L'animation de campagnes d'information et de sensibilisation en matière de santé publique fera également partie des missions pouvant être confiées au médecin du travail.

---

#### 4.2.7. L'ETABLISSEMENT DE LA FICHE D'ENTREPRISE

Le médecin du travail établit et met à jour la fiche d'entreprise sur laquelle sont consignés les risques professionnels et les effectifs des salariés qui y sont exposés.

Le médecin du travail a accès aux informations utiles lui permettant d'établir cette fiche.

Cette fiche détermine les actions de prévention utiles à l'organisme et aux salariés. Elle est établie dans l'année qui suit l'adhésion de la CPAM au SSTI, elle est remise à la CPAM qui la conserve.

Elle est présentée au CSE en même temps que le bilan annuel prévu à l'article 4612-2 du code du travail.

---

#### 4.2.8. LE PLAN PREVISIONNEL D'ACTIVITE

Le médecin du travail en concertation avec la CPAM des Hauts-de-Seine et le CSE établit dans les trois mois qui suivent la notification du marché, puis en décembre de chaque année, un plan prévisionnel d'activité en milieu de travail portant sur les risques, les postes et les conditions de travail.

Ce plan prévoit notamment des études à entreprendre ainsi que le nombre et la fréquence minimum des visites des lieux de travail et leur localisation.

Les dates et horaires des visites sont fixés d'un commun accord entre les parties.

#### 4.2.9. LE RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Chaque année, le médecin du travail élabore un rapport d'activité de l'année écoulée, consolidé pour l'ensemble des salariés de la CPAM, en application de l'article R 4624-51 du code du travail.

Ce rapport est transmis à la DRH de la CPAM au plus tard le 16 février de l'année N+1.

Le médecin du travail est présent lors de la présentation du rapport en séance CSE.

Il communiquera également à la DRH de la CPAM un bilan semestriel en janvier et juillet qui comportera les données suivantes : volumétrie des salariés reçus, nature des visites, actions en milieu de travail.

#### 4.2.10. LES RELATIONS AVEC LE CSE

Le médecin du travail est membre de droit du CSE auquel il est invité à participer sans voix délibérative. Les dates de réunion du CSE sont fixées si possible d'une séance sur l'autre et au plus tard un mois avant et seront communiquées au médecin du travail afin de lui permettre d'y participer.

Le CSE sera régulièrement informé par le médecin du travail de l'évolution des risques professionnels.

Dans le cadre de son tiers temps, le médecin du travail informe le CSE des résultats de l'ensemble des mesures et analyses réalisées.

Il peut également participer aux enquêtes menées par le CSE sur les accidents du travail et être entendu par celui-ci.

Il est associé aux séances de travail des groupes de travail du CSE.

#### 4.2.11 LES REUNIONS AVEC LA DRH

Ponctuellement, le médecin du travail sera sollicité par la DRH afin d'échanger sur l'activité du service.

Ces réunions auront lieu au siège de la CPAM et pourront aborder les thèmes suivants :

- L'activité du service Santé au Travail,
- Les actions en milieu professionnel,
- Tout autre thème à la demande du médecin du travail ou de la DRH de la CPAM relevant de la santé ou de la sécurité des salariés.

#### 4.2.12 LES RELATIONS AVEC LES SAUVETEURS SECOURISTES AU TRAVAIL

En tant que de besoin, le médecin du travail pourra être amené à faire des propositions d'optimisation des relations entre le service Santé au travail et les Sauveteurs secouristes au Travail présents au sein de l'organisme. Cette action vise à une meilleure prise en charge en cas d'accident ou de danger grave et imminent pour la vie et la santé des salariés.

#### 4.2.13 ACCOMPAGNEMENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME SANTE AU TRAVAIL

Le Médecin du travail accompagnera la CPAM dans la mise en œuvre de la réforme Santé au travail (mise à jour du DUERP, définition et programmation des actions de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ...).

## ARTICLE 5 – MISE A DISPOSITION DES LOCAUX, LOGICIEL ET PERSONNEL DE LA CPAM

Pour assurer la réalisation des prestations de service de santé au travail, la CPAM mettra à disposition du médecin les locaux du service Santé au Travail situés au siège, à Nanterre. Ces locaux sont constitués d'un cabinet médical, d'un local infirmerie, d'une salle de repos, d'un bureau d'accueil et d'une salle d'attente.

Le service Santé au Travail de la CPAM est actuellement composé d'un infirmier Santé au Travail travaillant à temps complet, d'un psychologue du travail à temps partiel ainsi que d'une assistante sociale du travail qui intervient à la CPAM à raison de 2 journées de vacation par semaine.

L'infirmier de prévention et de santé au travail, diplômé, réalise les missions suivantes :

- Prise en charge des accidents et malaises survenant au travail ;
- Conseil aux salariés en matière de santé au travail et de santé publique ;
- Proposition et animation d'actions de sensibilisation ;
- Participation au CSSCT ;
- Organisation de la campagne de vaccination antigrippale ;
- Réalisation, par délégation du médecin du travail, des VIP I, VIP P, SIR intermédiaires et VRM (**environ 400 visites par an**) ;
- Réalisation, par délégation du médecin du travail, des études de poste.

Les intervenants du service Santé au Travail de la CPAM 92 exercent leurs expertises en toute autonomie, en lien avec un responsable administratif RH.

Dans le but de formaliser et de sécuriser l'articulation des différents intervenants du Service Santé au Travail, il est demandé au médecin du travail de veiller à l'actualisation d'un « protocole de soins infirmiers ».

Les visites médicales peuvent se dérouler au siège de la CPAM des Hauts-de-Seine ou au sein des locaux du service de santé interentreprises.

Pour ce faire, le médecin du travail effectuera des vacations à raison de deux demi-journées par semaine.

Dans le cadre de l'action sur le milieu professionnel, le médecin du travail pourra intervenir sur l'ensemble des sites de la CPAM des Hauts-de-Seine.

Le candidat devra préciser dans son offre l'outil informatique utilisé dans le cadre de l'exécution de ses prestations : logiciel, plateforme... avec toutes les fonctionnalités proposées (statistiques, gestion des plannings, gestion des dossiers, échanges avec la CPAM, etc...).

Tout nouvel outil ne devra engendrer aucun surcoût pour la CPAM.

## ARTICLE 6 – MOYENS AFFECTES PAR LE TITULAIRE

Les moyens affectés par le titulaire du marché seront :

- Des médecins titulaires de l'un des diplômes, titres ou certificats exigés pour exercer les fonctions de médecin du travail et dont la liste est fixée par l'article R.4623-2 du code du travail.
- Le Titulaire proposera les services de son équipe pluridisciplinaire en prévention des risques professionnels.

- En cas d'absence du médecin du travail, supérieure à sept jours pour quelque motif que ce soit, le titulaire du marché devra mettre à disposition de la CPAM sans délai un autre médecin soumis aux mêmes conditions que le titulaire.

Au regard de son effectif, de la spécificité de son activité et de ses caractéristiques (volume des embauches et des examens périodiques et non périodiques à réaliser...), la CPAM des Hauts-de-Seine sera particulièrement vigilante quant au temps médical que le titulaire du marché proposera. Les plannings mensuels, transmis moyennant un préavis d'un mois, feront l'objet d'un accord de la CPAM 92 qui pourra demander, le cas échéant, des modifications au titulaire.

En cas de pluralité de secteurs, le titulaire du marché est tenu de désigner un médecin du travail référent sur chaque secteur.

Un interlocuteur référent sera également désigné sur chaque secteur pour toutes les questions liées à l'organisation et la planification des visites.

En cas d'absence de plus de deux semaines, un autre interlocuteur référent est désigné.

## ARTICLE 7 – OBLIGATIONS

### 7.1. OBLIGATIONS DE LA CPAM DES HAUTS-DE-SEINE

La Direction des Ressources Humaines de la CPAM des Hauts-de-Seine informe le médecin du travail de tout accident ou de toute maladie professionnelle qui pourrait survenir.

La CPAM des Hauts-de-Seine indiquera au titulaire toute information relative à une modification substantielle de l'organisation de ses services et du suivi médical des agents qui s'en suivrait.

Elle avisera également le titulaire du marché de toutes les modifications réglementaires qui lui sont applicables.

En cas de changement de prestataire l'ancien cocontractant devra remettre les dossiers médicaux des agents au nouveau titulaire du marché. La transmission des dossiers médicaux sera effectuée sous 8 jours à compter de cette information.

La CPAM des Hauts-de-Seine s'engage à ce que dans chaque service où sont exécutés des travaux dangereux, un ou plusieurs agents aient reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

Des autorisations d'absence sont accordées par la CPAM des Hauts-de-Seine pour permettre aux agents de subir les examens médicaux prévus par le présent marché.

### 7.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le médecin du travail désigné devra être autorisé à exercer ses fonctions conformément à l'article R.4623-2 et 3 du code du travail. Il est seul responsable de ses actes médicaux professionnels

Il exercera son activité médicale en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique.

Il est personnellement assuré pour la couverture de sa responsabilité civile professionnelle et remplit les conditions d'exercice de la médecine en France.

Il informe la CPAM des Hauts-de-Seine de tout risque d'épidémie.

# ANNEXE 1 CCTP : SITES DE LA CPAM 92 AU 01/11/2025

Site	Adresse	Nombre agents
Asnières (accueil)	22 rue des Mourinoux	5
Bagneux (accueil)	3 rue des Meuniers	7
Boulogne (accueil)	29 rue des Longs Prés	8
Clichy (accueil)	19 rue de Villeneuve	5
Colombes (accueil)	84-89 rue de Saint Denis	8
Courbevoie (accueil)	2 bd Aristide Briand	7
Gennevilliers (accueil)	27 av de la Libération	7
Meudon-la-Forêt (accueil)	5 rue Georges Millandy	4
Montrouge	1 rue d'Arcueil	296
Montrouge (accueil)	1 rue d'Arcueil	8
Nanterre	113 rue des Trois Fontanot	911
Nanterre (accueil)	130 rue du 8 mai 1945	10
Nanterre (CES)	130 rue du 8 mai 1945	10
Puteaux	33 35 rue Cartault	68
Villeneuve-la-Garenne (entrepôts)	47 bd Galliéni	4

- A noter qu'il y a 3 agents Détachés et 74 agents indisponibles.

**ANNEXE 2 CCTP : REPARTITION PAR LIBELLE EMPLOI DES AGENTS DE  
MB15 ET DES CENTRES DE PROXIMITE AU 01/11/2025**

<b>Libellé emplois</b>	<b>Nombre d'agents</b>
Acheteur(euse)	1
Adm Infrastructures Matériel Logiciel (IML)	7
ASSIST.GESTION ADM.RH	1
Assistant(e) de direction	5
Assistant(e) en gestion des biens et service	7
Assistant(e) juridique	16
Auditeur(trice)	4
CHARGE D ETUDES	1
Chargé d'audiovisuel	1
Chargé de contrôle de gestion	1
Chargé de la relation entreprise	4
Chargé de logistique	1
CHARGE DE MISSION	1
Chargé de mission	4
Chargé de mission stratégique	1
Chargé de pilotage SI (PMO)	2
Chargé des relations conventionnelles	3
Chargé d'études litiges et créances	2
Chargé d'études prévention	2
Chargé d'études SAP	1
CHARGE ETUD.JURIDIQUE	1
CHARGE ETUDES RH	1
CHARGE GESTION ADMINIST.	3
CHARGE PROD.SERV.MEDICAL	8
Chargé(e ) de mission confirmé	13
Chargé(e) de communication	7
Chargé(e) de lutte contre la fraude	25
Chargé(e) de maîtrise des risques	1
Chargé(e) de marketing	2
Chargé(e) de mission gestion du risque	1
CHARGE(E) DE REGLEMENTATION	2
Chargé(e) de secrétariat de direction	1
Chargé(e) de statistiques	1
Chargé(e) des ressources humaines	5
Chargé(e) d'études juridiques	16
Chargé(e) d'études prestations	12
Chargé(e) d'innovation en santé	2
Chauffeur Polyvalent	2
Chirurgien(ne) dentiste conseil	3
Collaborateur occasionnel du service public	4
Comptable	19



COMPTABLE GESTIONNAIRE	1
Concepteur(trice) / animateur(trice) de formations	4
Concepteur(trice) développeur	9
Conseiller accompagnement santé	8
Conseiller en Etablissement	1
Conseiller en établissement	3
Conseiller(e) assurance maladie	10
Conseiller(e) juridique	2
Conseiller(e) services de l'Assurance Maladie	81
Consultant en technologie du SI	1
Contrôleur(se) de gestion	3
Correspondant(e) fonctionnel d'applications	6
Délégué numérique en santé	9
Délégué(e) de l'Assurance Maladie	11
Dentiste	1
Diététicien(ne)	1
DIRECTEUR GENERAL	1
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1
Directeur(trice) adjoint	1
Directeur(trice) comptable et financier	1
Enquêteur(trice) AT / MP	5
Enquêteur(trice) risques maladie	4
Fondé(e) de pouvoir	1
GEST.LITIGES ET CREANCES	1
GEST.MAITRISE DES RISQUES EXPERT	3
Gestionnaire administratif des RH	11
Gestionnaire conseil de l'Assurance Maladie	268
Gestionnaire Conseil de l'assurance maladie expert	124
Gestionnaire des achats	7
Gestionnaire des biens et services	3
Gestionnaire des litiges et des créances	15
GESTIONNAIRE DU PATRIMOINE IMMOBILIER	1
Gestionnaire Infra Matériel Logiciel (IML)	7
Gestionnaire maîtrise des risques	12
Gestionnaire maîtrise des risques expert	23
Infirmier(e)	2
Infirmier(e) du Service Médical	6
Infirmier(e) du travail	1
INFOGRAPHISTE WEB	1
INSPECTEUR DU CONTENTIEUX	8
MANAGER DE PROXIMITE	1
Manager de Proximité	68
Manager de proximité du SI	2
Maquettiste info graphiste	2
Médecin conseil	14
Médecin conseil chef de service responsable d'un ELSM et exerçant des responsabilités techniques au niveau régional	1

Médecin conseil exerçant des responsabilités de management	1
Médiateur(trice) de la Sécurité sociale	1
Pharmacien(ne) conseil	5
Pharmacien(ne) conseil exerçant des responsabilités de management	1
Psychologue du travail	1
Réf tech relations avec les professionnels de santé	4
REF.TECH.SERVICE MEDICAL	19
Référent des Organisations Coordonnées (ROC)	3
Référent(e) technique des biens et services	2
Référent(e) technique en comptabilité	3
Référent(e) technique formation	3
Référent(e) technique prestations	62
Référent(e) technique traitement de l'information	9
Responsable adjoint(e) administratif en ELSM	1
Responsable administratif en ELSM	1
Responsable coordinateur	4
Responsable de département	3
Responsable de département accueil physique	1
Responsable de département accueil téléphonique	1
Responsable de département contentieux	2
Responsable de département GDR/fraudes	2
Responsable de département informatique	1
Responsable de département logistique	3
Responsable de département Maitrise des risques	1
Responsable de département prestations	6
Responsable de département prévention santé	1
Responsable de département RH	3
Responsable de service	20
Responsable de service informatique	3
Responsable d'unité(s) en ELSM	8
Responsable Interface Projets	1
Responsable Sécurité du Système d'Information	1
Secrétaire	4
Secrétaire de direction	3
Secrétaire du conseil	1
Sous Directeur(trice)	6
Statisticien(ne)	6
Superviseur	7
Superviseur RH	1
Superviseur technique	4
Techn(e) relations avec les prof. de santé	12
TECHN. SERVICE MEDICAL	33
TECHN.ACT.SANIT.SOCIALE	1
Technicien administratif	13
TECHNICIEN GESTIONNAIRE	2
TECHNICIEN GESTIONNAIRE EXPERT	6
Technicien Informatique	1

TECHNICIEN POLYVALENT	2
TECHNICIEN PRESTATIONS	6
Technicien traitement de l'information expert	4
Technicien(ne) action sanitaire et sociale	4
Technicien(ne) conseil assurance maladie	31
Technicien(ne) d'archivage	2
Technicien(ne) TCE	2
Technicien(ne) traitement de l'information	52
Télé conseiller(e)	103
Télé conseiller(e) référent(e)	12
<b>Total général</b>	<b>1435</b>

### ANNEXE 3 CCTP : LISTE DES SITES D'ACCUEIL AU 01/11/2025

ASNIERES 1	AS 183	22 rue des Mourinoux
BAGNEUX	BA 54	3 rue des Meuniers
BOULOGNE	BL 53	29 rue des longs prés
CLICHY	CY 75	19 rue de Villeneuve
COLOMBES	CO 29	87 89 rue Saint Denis
COURBEVOIE	CB 30	2 boulevard Aristide briand
GENNEVILLIERS	GE 571	27 avenue de la Libération
MEUDON 1	ME 565	5 rue G.Milandy
MONTRouGE SONATE	MO 38	1-9 Rue D'Arcueil
NANTERRE 1	NA 39	130 rue du 8 mai 1945 -Tour A
RUEIL-MALMAISON permanence MAISON France SERVICE	RM 60	2 place Jean Jaurès